

RAPPORT ANNUEL 2012

ecdpm

Notre mode de travail

L'ECDPM est un laboratoire de réflexion et d'action. Aujourd'hui, notre objectif principal est de faciliter des partenariats de développement entre l'UE et l'hémisphère Sud, principalement l'Afrique. Nous combinons une connaissance solide sur la façon de formuler des politiques de développement efficaces avec une expérience pratique de leur mise en œuvre.

Notre mission est double : (i) renforcer les capacités de gestion des institutions et des autres acteurs dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et (ii) améliorer les relations entre l'Union européenne et les pays ACP.

Les missions et les principes de travail de l'ECDPM, fondé il y a près de 25 ans, sont toujours pleinement d'actualité aujourd'hui :

- Solide créneau en matière de relations UE-Afrique et ACP-UE
- Accent stratégique clair sur un nombre précis de domaines thématiques essentiels
- Approche proactive qui anticipe les nouvelles tendances majeures en matière de développement et de relations internationales
- Attitude non partisane
- Double rôle d'intermédiaire du savoir et de facilitateur de processus
- Réseaux étendus d'acteurs clés en Europe et dans les pays en développement, en particulier en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique
- Volonté de faire fonctionner les politiques en proposant une assistance aux praticiens du développement.

En associant des rôles et des méthodes polyvalents, nous combinons politique et pratique. L'ECDPM co-organise et facilite des dialogues sur les politiques, propose des analyses et des conseils « sur mesure », diffuse des informations appropriées sur les processus politiques clés, et participe aux réseaux Nord-Sud.

L'un de nos objectifs principaux est de conclure des partenariats stratégiques avec des institutions et des réseaux du monde en développement. À cette fin, notre démarche consiste non seulement à contribuer à la création d'une base empirique solide pour la prise de décision, mais aussi à garantir les capacités institutionnelles suffisantes pour la mise en œuvre et le suivi des politiques.

Toutes nos activités privilégient les approches inspirées de l'économie politique. Une telle démarche garantit que nos analyses et facilitation de processus identifient pleinement les facteurs de changement sous-jacents, tant à l'échelon local que mondial.



Nous sommes ici

Message de notre *Président du Conseil d'administration*



4 **Au nom du Conseil**, j'ai le plaisir de féliciter l'ECDPM pour la persévérance et la résilience dont il a fait preuve tout au long de 2011 et 2012, et qui ont finalement permis de pérenniser son financement, début 2013. À n'en pas douter, ce succès est dû, pour partie, au positionnement de l'ECDPM en tant qu'acteur indépendant, sur la scène de plus en plus vaste de la coopération, des relations de partenariat et des réseaux. À l'évidence, l'impact de l'ECDPM croît en visibilité – grâce aux succès engrangés en matière de facilitation et de dialogues – dans les ACP et en Afrique notamment, où nous avons abondamment contribué à l'objectif, clairement défini dans l'Accord de partenariat de Cotonou entre les ACP et l'UE et la Stratégie conjointe Afrique-UE, de réduction, et enfin, d'éradication de la pauvreté.

Le changement intervenu dans la relation entre l'Europe et le monde est indéniable. Pour de multiples raisons, l'Europe est préoccupée par ses propres objectifs de développement, y compris par la sauvegarde du niveau de vie de ses citoyens, dans un contexte de crise financière qui perdure. Néanmoins, l'Europe a tout intérêt à soutenir l'agenda de développement du Sud, et à donner aux populations du Sud une voix réelle en matière de choix de politiques.

C'est en ce sens que l'ECDPM, tout au long de 2012, a joué un rôle leader, notamment en abordant les préoccupations croissantes concernant la sécurité alimentaire et le secteur minier, questions pour lesquelles le large éventail d'expertise et de technologies appropriées disponibles en Europe peut trouver toute son utilité. Le Centre a encouragé la croissance et la maturation des institutions locales. Dotées de structures de gouvernance adéquates, elles peuvent jouer un rôle vital pour la réussite des politiques et la réalisation des objectifs pratiques.

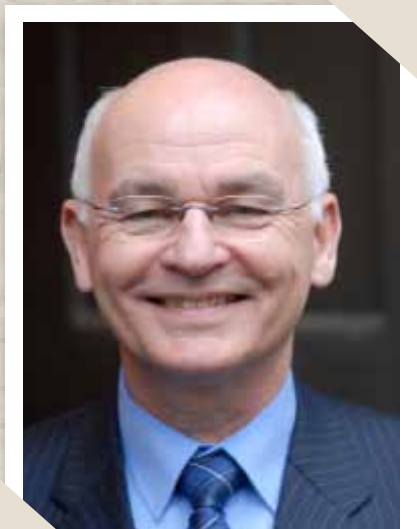
L'Europe est-elle prête à redéfinir sa relation avec l'Afrique et le monde ? À l'avenir, le Centre s'attachera à faciliter la prise de conscience de la dépendance mutuelle de l'Europe avec l'Afrique, le groupe ACP et l'hémisphère Sud, dans leur ensemble. Les changements géopolitiques fondamentaux qui se sont opérés pendant les vingt-six années d'existence de l'ECDPM parlent d'eux-mêmes. Les pays de l'hémisphère Sud sont de plus en plus éloquents, pour défendre leurs propres ambitions et leurs intérêts, et de moins en moins enclins à accepter, pour se développer, des recettes standardisées en provenance d'Europe ou d'ailleurs.

Le groupe ACP, le continent africain et d'autres pays en développement interpellent l'Europe en ces termes : "Partageons nos expériences et nos ressources pour régler les questions de développement". Le défi sous-jacent est de s'engager véritablement dans des processus de changement et de transformation. C'est précisément là que l'ECDPM a un rôle à jouer en tant qu'intermédiaire, catalyseur et facilitateur.

P.I. Gomes

Ambassadeur du Guyana auprès du Groupe des États ACP et de l'Union européenne

Message de notre *Directeur*



Le vent du changement souffle sur la planète : l'Europe est-elle prête?

Les politiques de coopération, leur impact et leur financement ont assurément fait l'objet d'une attention soutenue en 2012, en Europe et ailleurs. L'essoufflement de l'Aide publique au développement (APD) européenne, comparé au flot croissant de flux financiers d'origine diverse, à destination des pays en développement, n'en est pas la seule raison. La réduction de l'APD n'est qu'une tendance parmi d'autres, qui ont modifié de façon irréversible le contexte du développement. Fait à signaler, c'est l'hémisphère Sud qui assume le leadership de l'agenda du développement. La coopération internationale est le fait d'une multitude de partenariats multi-acteurs, et l'on peut dire aujourd'hui que la « cuisine » du développement est l'œuvre de nombreux « chefs » : économies émergentes, organisations caritatives privées, alliances Sud-Sud, sans oublier un secteur privé global qui se fait entendre. Dans le même temps, la croissance économique soutenue a permis à de nombreux pays en développement de choisir leurs partenaires de façon plus autonome.

Un vaste réseau de relations internationales, publiques et privées, gouvernementales et non gouvernementales s'est mis en place. Les acteurs traditionnels sont appelés à s'adapter et à se moderniser. La coopération internationale s'articule désormais au travers de partenariats de développement efficaces, qui font bouger les choses, par le partage d'objectifs et d'investissements conjoints, et plus seulement par le canal de l'aide.

Dans cette configuration globalisée, un groupe de travail des Nations Unies mène des consultations afin d'élaborer un agenda du développement après 2015. En Afrique, la croissance économique fondée sur les ressources ainsi que les relations avec les économies

émergentes sont à l'ordre du jour, de même que les questions de transition vers le développement durable et inclusif. En Europe, le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) et le Programme pour le changement ont ouvert la voie à des approches plus pratiques, ciblées, intégrées et innovantes, sur la scène internationale.

Dans le même temps, plusieurs Rapports européens sur le développement ont exhorté à développer une réflexion au-delà de l'aide et des objectifs de développement habituels. Les banques de développement européennes ont renforcé leurs programmes afin d'associer fonds publics et privés pour financer le développement en faveur des pauvres. Comme l'OCDE, plusieurs États européens ont accordé une priorité accrue à la cohérence des politiques, appelant ainsi à effectuer des choix, internationaux et nationaux, mutuellement complémentaires, et à éviter les politiques qui se contrarient. Une nouvelle diplomatie est en train de naître, articulant les différents cadres décisionnels et les interventions nécessaires à une coopération internationale efficace.

Les changements d'orientations de l'Europe en matière de coopération internationale accumulent du retard par rapport à l'évolution du monde. Depuis l'entrée en application du traité de Lisbonne, aucun progrès important n'a été enregistré quant à l'intégration des politiques suivantes : commerce, développement, climat, défense et sécurité. Les domaines d'action principaux de l'UE, comme l'immigration, l'agriculture et la pêche, ne sont pas non plus devenus plus favorables au développement. À n'en pas douter, nous assistons à l'apparition d'une nouvelle division européenne du travail, dans l'action extérieure et le développement. Mais cette évolution s'opère par défaut, davantage engendrée par l'austérité que par une stratégie, ce qui ne présage rien de bon quant à la capacité de l'action extérieure de l'UE à répondre efficacement aux enjeux des temps modernes.

Les mentalités actuelles en Europe – fortement influencées par l'austérité économique et le scepticisme envers la poursuite de l'intégration – ont-elles réduit la volonté et la capacité de l'UE à redéfinir son action extérieure ? Il est encore trop tôt pour répondre définitivement à cette question. Par contre, il est clair que la nouvelle Commission européenne, qui sera aux commandes en 2015, aura besoin d'un mandat autrement plus consistant pour mener une action européenne conjointe, si l'Europe entend conserver sa position prééminente dans les affaires mondiales.

Paul Engel

L'ECDPM en 2012: maintenir le cap en période difficile

La réflexion en matière de développement entre dans une nouvelle phase. Le système traditionnel d'octroi de l'aide s'efface peu à peu derrière de nouvelles approches de la coopération internationale, plus axées sur la poursuite d'un intérêt commun, dans un monde de plus en plus multipolaire. Les politiques, les pratiques et les institutions de la coopération internationale sont en mutation. Là où de nouvelles règles du jeu se mettent en place, de nouveaux outils sont nécessaires, à savoir : dialogue documenté, différents types de partenariats, innovation institutionnelle et apprentissage conjoint.

Ce sont précisément les domaines dans lesquels l'ECDPM est un leader reconnu. Sa mission consiste à agir en tant qu'intermédiaire dans des partenariats efficaces entre l'Union européenne et l'hémisphère Sud, et à contribuer à la transformation de la coopération européenne et internationale.

6

Pour mieux cibler ses efforts, l'ECDPM organise son action autour de quatre priorités thématiques, qui se traduisent en pratique dans les six programmes du Centre :

1. Action extérieure de l'UE
2. Conflits, sécurité et résilience
3. Gouvernance économique
4. Commerce et intégration régionale
5. Dynamiques du changement en Afrique
6. Sécurité alimentaire.

Développements institutionnels majeurs en 2012

L'ECDPM a développé ses partenariats et ses réseaux pour répondre efficacement à la mutation du contexte mondial. Pour le lancement de notre nouvelle stratégie, nous avons judicieusement investi certaines de nos ressources, afin de continuer à remplir de façon non partisane notre rôle d'intermédiaire, de dispensateur de savoir et de facilitateur de dialogue. En termes de relations et de partenariats institutionnels, le Centre peut se féliciter du bilan positif d'une année 2012 réussie, grâce à quatre réalisations majeures.

1. Partenariats et coopération

Le Centre a continué à diversifier et à approfondir ses relations avec des organisations multilatérales, des partenaires du Sud et des fondations de développement. L'un des temps forts a été le travail d'évaluation de la Think

Tank Initiative (TTI), financé par la Fondation Bill et Melinda Gates. L'ECDPM a aussi renforcé son engagement vis à vis des institutions partenaires principales du Sud (liste ci-après).

2. Consolidation des relations institutionnelles établies en Europe

Remplir notre mandat et opérer en intermédiaire indépendant, tout en appliquant une stratégie ambitieuse, nécessite un financement institutionnel durable et flexible. À l'issue d'un processus de dialogue intensif avec tous ses partenaires institutionnels de longue date, le Centre est parvenu à consolider et même à diversifier ses sources de financement institutionnel pluriannuel, principalement en provenance de pays européens de taille moyenne comme les Pays-Bas, la Belgique, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, le Portugal, la Suède et la Suisse.

3. Diversification de nos relations institutionnelles et de financement

L'ECDPM a développé ses relations de partenariat avec des pays de l'UE, y compris certains des membres les plus récents. En conséquence, nous sommes sur le point d'entamer en 2013, un nouveau partenariat institutionnel avec l'Autriche, alors que la coopération avec le Danemark s'est intensifiée. Les efforts déployés par l'ECDPM pour s'engager aux côtés de partenaires hors de l'UE, notamment l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), ont finalement débouché sur le premier accord de coopération, dans lequel l'ECDPM a joué le rôle de caisse de résonance indépendante, sur les politiques et les pratiques du domaine des relations extérieures et de la politique de développement de l'Europe.

4. Engagement stratégique au côté des présidences de l'UE

Les présidences de l'UE ont vu leur importance se réduire considérablement dans l'architecture institutionnelle européenne de l'après Lisbonne. Néanmoins, les présidences tournantes jouent toujours un rôle crucial dans un certain nombre de questions du domaine de compétence de l'ECDPM. Le soutien que nous avons apporté, en 2012, aux présidences danoise et chypriote a accru la visibilité et l'impact de l'ECDPM dans différents processus de l'Union européenne.

Nos principaux partenariats

Groupe ACP

Institut africain pour la gouvernance (IAG)

Commission de l'Union africaine

Danish Institute for International Studies (DIIS)

Europa-Africa Policy Research Network (EARN) et ses membres

European Think Tank Group (ETTG), y compris l'Institut allemand de développement (DIE), European think tank for global action (FRIDE), Overseas Development Institute et ECDPM

Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (FARNPAN)

Institute for Security Studies (ISS)

Institut des relations internationales de l'Université des Indes occidentales (IIR)

Levy Mwanamasa Centre

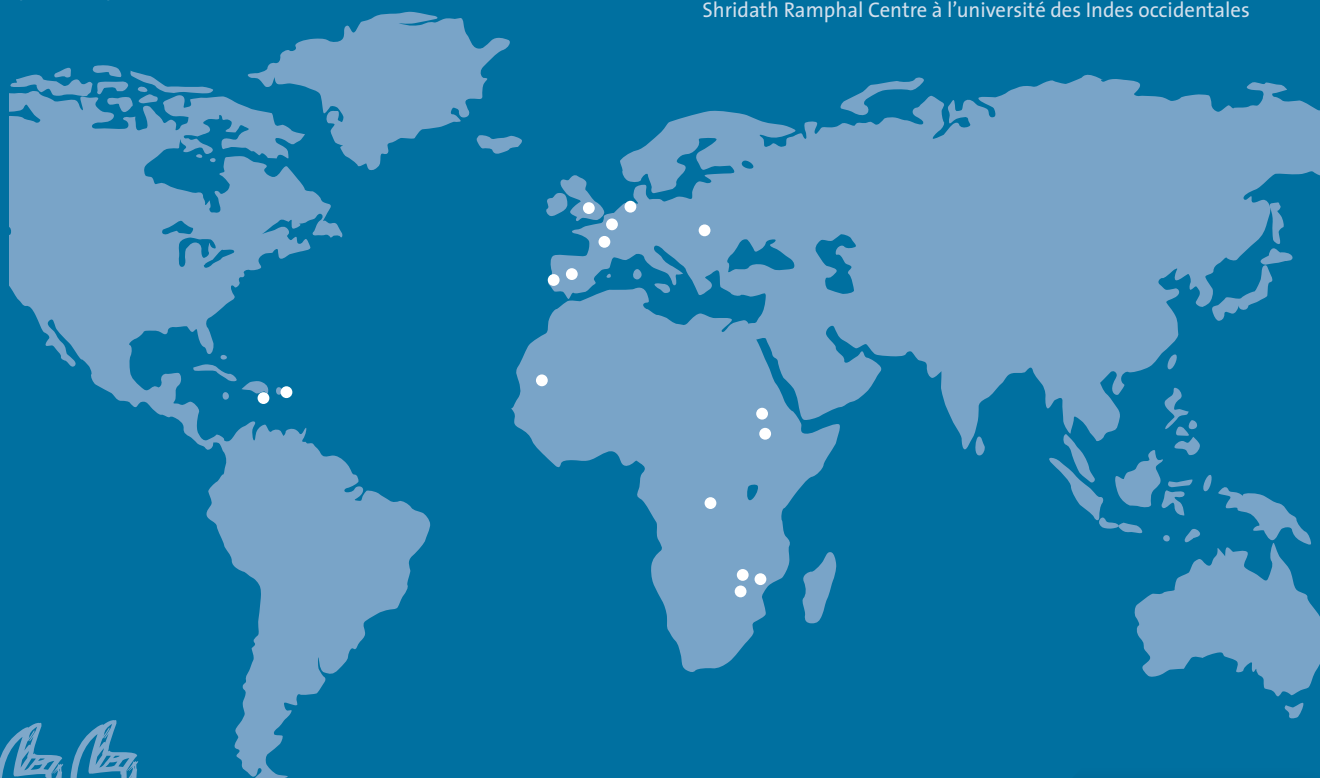
Observatoire de l'Afrique et ses membres

Development Finance network (DEFINE) de l'OCDE

Planning and Coordination Agency of the New Partnership for Africa's Development (NPCA)

Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA)

Shridath Ramphal Centre à l'université des Indes occidentales



2012 fut une année pleine de défis pour l'ECDPM. Le Centre a dû mettre en œuvre une nouvelle stratégie, dans un contexte de crise économique et financière et de diminution des budgets du développement. Pourtant, les résultats remarquables du Centre ont suscité un intérêt croissant de la part de partenaires, anciens et récents, en Europe, dans les ACP, surtout en Afrique, et dans d'autres régions du monde.



Geert Laporte
Directeur adjoint

Nos quatre thèmes

1

Concilier valeurs et intérêts dans l'action extérieure de l'Union Européenne

Le Centre a joué un rôle majeur en 2012, en stimulant la réflexion sur la politique de développement au-delà de l'aide, en promouvant la cohérence de cette politique et en contribuant à l'élaboration d'un nouvel agenda du développement pour l'après-2015, qui dépasse les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les analyses et les formations dispensées par l'ECDPM ont aidé l'Union européenne et ses États membres à renforcer leur capacité institutionnelle et politique, pour agir efficacement dans les situations de conflits et de fragilité. Nous avons examiné l'impact des politiques agricoles et commerciales de l'UE sur la sécurité alimentaire, et la corrélation entre réforme commerciale et intégration régionale. En Afrique du Nord et subsaharienne, nos efforts ont aidé à mieux comprendre les dynamiques sociales des processus de démocratisation. Nous avons systématiquement travaillé en liaison avec un grand nombre d'institutions, tant de l'UE que du Sud, y compris avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), vecteur principal de l'action extérieure de l'Europe. Nous avons noué de nouvelles relations avec des acteurs à l'échelon mondial, comme le Japon, les États-Unis, la Chine et l'Inde, et avec des fondations de premier plan comme la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF). Notre avancée sur la façon de concilier valeurs et intérêts a été reprise par plusieurs acteurs influents et par les médias internationaux, au cours de l'année.

2

Promouvoir la gouvernance économique et le commerce pour une croissance inclusive

Les contributions du Centre ont aidé à mieux faire comprendre en quoi l'amélioration de la gouvernance économique stimule les transformations sociétales, et renforce la croissance inclusive. En 2012, nous nous sommes intéressés à des points essentiels, tels que la mobilisation des ressources nationales, le développement financier, le rôle du secteur privé dans le développement, la facilitation du commerce, et les mesures propres à favoriser une plus grande transparence dans le secteur des ressources naturelles et des industries minières. L'ECDPM a continué à étudier comment les politiques commerciales de l'Union européenne affectent la croissance et les opportunités de développement, dans le contexte des pays ACP. Nous avons facilité le dialogue sur l'intégration régionale en Afrique australe, dans le cadre du partenariat stratégique UE-Afrique du Sud, au moyen d'analyses d'économie politique appliquée. Aussi souvent que nécessaire, l'impact de nouveaux acteurs tels la Chine, sur les relations entre l'Afrique et ses partenaires traditionnels, a été pris en compte dans nos études et travaux en réseau.

3

Soutenir la dynamique sociétale de changement en faveur de la démocratie et de la gouvernance dans les pays en développement, surtout en Afrique

Le Centre s'est systématiquement investi dans le renforcement des dynamiques locales de changements dans les pays ACP, surtout en Afrique, ciblant deux niveaux différents : les institutions et la société civile. À l'échelon institutionnel, nous avons contribué au lancement de la Plateforme africaine de gouvernance de l'Union africaine, et au Programme panafricain (PPA) proposé dans le cadre de la Stratégie conjointe Afrique-UE. À l'échelon de la société civile, nous avons établi des partenariats et renforcé la coopération avec les organisations d'agriculteurs en Afrique orientale, centrale et occidentale, dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'Agriculture africaine (PDDAA). Nous avons également collaboré avec Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (FANRPAN), qui regroupe seize noyaux nationaux représentant des chercheurs d'Afrique orientale et australe. Le secteur privé, des représentants du gouvernement et des médias étaient nos autres partenaires au sein de la société civile. En 2012, le Centre a inauguré ses premières activités en Afrique du Nord, avec le lancement d'un nouveau courant de recherches sur les dynamiques des réformes politiques. Le Centre a également publié une étude très appréciée sur la dynamique sociétale dans les zones fragiles exposées à des conflits (www.ecdpm.org/dp135).

4

La sécurité alimentaire : un bien public mondial

L'insécurité alimentaire n'est un problème ni économique ni technologique, mais a été, de tout temps, un problème sociétal. Les émeutes de la faim, en 2008, dans de nombreux pays en développement, l'ont confirmé. Depuis, la menace d'une nouvelle flambée mondiale des prix des denrées alimentaires, potentiellement dévastatrice pour les pays et les régions en proie à l'insécurité alimentaire, surtout en Afrique, retient l'attention de la communauté internationale. L'ECDPM stimule activement le débat et la coopération internationale, afin d'accélérer le développement d'une agriculture durable et de la sécurité alimentaire en Afrique. Nous observons tout particulièrement le potentiel que présentent la coopération régionale en Afrique, les actions menées par l'UE et d'autres pays du Nord, et les partenariats public-privé. L'ECDPM s'intéresse tout particulièrement au renforcement du dialogue politique, à la facilitation de processus et aux synergies entre différents domaines d'action pour la mise en œuvre des dimensions régionales du PDDAA, en publiant régulièrement des notices de politiques sur ces points. Le Centre a également facilité des dialogues ouverts, en rapport avec le PDDAA, notamment sur l'importance des marchés alimentaires régionaux, et la coordination entre les politiques agricoles et commerciales et les programmes en Afrique. Tout cela a débouché sur la toute première Conférence conjointe des ministres de l'agriculture et des ministres du commerce de l'Union africaine.

Un agenda ascendant pour faire face aux besoins de la sécurité alimentaire en Afrique

De 2012 à 2016, l'ECDPM consacrera chacun de ses rapports annuels à l'un de ses quatre thèmes stratégiques, le présent rapport éclairant notre action dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la résilience.

L'ECDPM estime que la nourriture, la nutrition et l'agriculture ne sont pas seulement des secteurs économiques, mais qu'ils relèvent de choix politiques. En matière de sécurité alimentaire, les leaders politiques doivent choisir d'investir dans l'accès et la disponibilité de nourriture de bonne qualité, pour chacun et en tout temps. La sécurité alimentaire ne se limite pas à la production agricole, bien que l'agriculture soit le fondement du développement inclusif et durable d'une nation. L'absence d'un secteur agricole et alimentaire viable accroît le risque d'instabilité sociale. Sans sécurité alimentaire, aucun système de santé et d'éducation, si bon soit-il, ne peut atteindre ses objectifs.

Investir dans la sécurité alimentaire peut encourager les entrepreneurs à créer des entreprises liées à l'agroalimentaire. En Afrique, le fait que l'agriculture est généralement pratiquée par les femmes, contribue à leur intégration économique. Les investissements dans la sécurité alimentaire permettent de créer des sociétés résilientes, et génèrent les canaux appropriés pour le développement du capital économique et social.

Lindiwe Majele Sibanda dirige le réseau Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (FANRPAN), dont le siège est à Pretoria, Afrique du Sud. Elle est également membre du Panel de Montpellier, un groupe d'experts traitant de l'appui de l'Europe à l'agriculture et à la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Nous lui avons demandé d'esquisser un programme d'action en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique.



9

Le dernier rapport du Panel de Montpellier explore des pistes pratiques pour promouvoir l'intensification durable, appliquée aux petites exploitations agricoles. Comment les agriculteurs locaux pourront-ils résoudre les besoins de l'Afrique en sécurité alimentaire?

Les chiffres sont éloquentes. Les petites exploitations réalisent l'essentiel de la production alimentaire en Afrique subsaharienne, et 70% de la population locale dépend totalement de l'agriculture pour sa survie. Il est grand temps de replacer ce groupe clé au centre de notre action, qui vise à développer un modèle agricole qui soit capable de nourrir durablement une population croissante. Nous avons réussi à amener l'agenda minier là où nous le voulions, en termes de « plus, toujours plus », mais nous avons ignoré la base de ressources naturelles sur laquelle s'appuie l'agriculture.

Certains intérêts fermement établis poussent au maintien du statu quo. Comment la définition d'une politique agricole peut-elle favoriser l'inclusion?

Les pauvres sont invisibles aux yeux des puissants. La solution passe donc par une société civile qui donne de la voix. La difficulté vient du fait que nous avons dissocié les priorités de la recherche agricole de celles du développement de l'agriculture locale. La recherche n'est pas parvenue à répondre aux besoins socio-économiques de base des fermiers, tels l'énergie pour la cuisine, l'eau à usage domestique et agricole, et l'accès abordable à des entrepôts de stockage pour les récoltes. Il conviendrait de s'interroger si les petits exploitants exercent leur activité dans des endroits appropriés pour un rendement agricole satisfaisant, et s'ils travaillent dans un environnement politique porteur. Il faut aussi rechercher de quelles sortes de ressources et de technologies ces agriculteurs ont besoin pour pratiquer des techniques d'intensification durable.

Une collaboration serait nécessaire, à la fois entre les secteurs, mais aussi de l'exploitant local jusqu'à l'échelon décisionnel. Comment FARNPAN contribue-t-il à renforcer les capacités dans la perspective d'une action programmée de bas en haut?

Dans les régions, nous utilisons des instruments comme Theatre for Policy Advocacy, une initiative théâtrale qui permet aux citoyens ordinaires de mettre en scène les difficultés auxquelles ils sont quotidiennement confrontés. Ils créent une ligne narrative inspirée par leurs propres expériences et aspirations, qu'ils utilisent ensuite pour exprimer leur aspiration au changement. Ce type de techniques favorise des liens fructueux entre les agriculteurs, les décideurs et la communauté des chercheurs.

Je citerai un exemple positif de notre action dans les régions, celui de l'harmonisation des choix en matière de semences. La production et la commercialisation des semences sont une affaire juteuse en Afrique, avoisinant les 4 milliards USD. Pourquoi les petits agriculteurs ne pourraient-ils pas en bénéficier aussi ? L'expérience nous a appris qu'avec un appui agronomique approprié, les agriculteurs locaux peuvent produire des semences de meilleure qualité que les grandes exploitations commerciales. Pour la seule année 2012, Zaka Super Seed, une entreprise communautaire du Zimbabwe, a exporté vers la Zambie 2,3 tonnes de haricots à 3,50 USD le kilo, ce qui équivaut au triple du prix sur le marché local.

Pour résumer, nous avons besoin de recherche, d'éducation et de vulgarisation pertinentes au plan local, et tout cela exige une politique porteuse qui promeut le libre échange et responsabilise les petits agriculteurs.

Renforcer l'action extérieure de l'Union européenne

En 2012, l'Union européenne a été confrontée à une affirmation de plus en plus véhémente des intérêts nationaux par ses États membres, en décalage parfois avec l'efficacité de son action extérieure. Dans un contexte de crise financière qui perdure et de questions de sécurité immédiates, les priorités de la plupart des États membres ont souvent nui à la cohérence et à la dimension développement de la politique étrangère de l'Europe. L'évolution rapide du contexte mondial a aussi posé un défi au nouveau Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et à la Direction générale du développement et de la coopération (DEVCO), tous deux cherchant leurs marques dans cette situation nouvelle.

10

Le rôle joué par le Centre dans le renforcement de l'action extérieure de l'UE a consisté en analyse, conseils et facilitation novateurs, pour donner une impulsion à la politique de développement, au-delà de l'aide, et au-delà des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Nous avons contribué à la réflexion sur le renforcement de la cohérence des politiques de développement, et aux consultations à l'échelon mondial pour étudier les options d'un cadre de développement après 2015. Notre action a suivi trois axes :

- Le rôle de l'UE dans le paysage mondial
- L'architecture institutionnelle interne de l'UE au service du développement et des relations extérieures
- La place des politiques de développement et de l'Afrique dans l'action extérieure de l'UE.

L'ECDPM a largement contribué au nouveau cadre directeur européen pour le développement, à savoir le Programme pour le changement. Nos analyses ont accompagné ce processus, de la Communication initiale de la Commission européenne, fin 2011, à l'adoption des conclusions du Conseil et à leur mise en œuvre en mai 2012. Eu égard à la valeur de ses contributions, l'ECDPM a été invité, à titre individuel, à préparer les notes d'information pour la retraite des ministres des Affaires étrangères européens à Chypre, en août 2012. Ce fut l'une des très rares occasions où ces ministres ont explicitement discuté de questions à dimension de développement évidente. Nous avons également dispensé une série de séminaires et de services de conseil sur mesure, répondant aux besoins de nos bailleurs institutionnels et des présidences européennes danoise et chypriote, principalement sur la composante développement des instruments d'appui extérieur de l'UE.

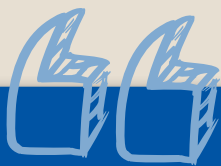
L'ECDPM a joué un rôle leader dans la préparation du quatrième Rapport européen sur le développement, toujours dans la perspective des orientations du développement après 2015, en facilitant, entre autres, des consultations approfondies avec des acteurs en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Élargissant la portée de ce travail, nous avons organisé des « séances d'information post-2015 » lors de la présidence irlandaise de l'UE, en 2013, et pour des représentants du gouvernement en Allemagne, au Luxembourg et aux Pays-Bas.

L'avenir des partenariats ACP-UE et UE-Afrique a retenu également toute notre attention. Le groupe ACP, soucieux de redéfinir son rôle dans le nouveau contexte mondial, était en plein test de résistance majeur. L'ECDPM a aidé à rapprocher l'UE et les ACP, malgré leurs divergences croissantes, mettant le doigt sur les points litigieux, et encourageant chacune des parties à se projeter au-delà de l'aide, et à rechercher des objectifs de relation à plus long terme.

En ce qui concerne les négociations budgétaires européennes concernant le Cadre financier pluriannuel 2014-2020, nous avons entamé le débat sur les implications de la stagnation, voire de la diminution, de l'aide européenne et sur le principe de différenciation, tout en évaluant avec précision l'ampleur du 11^{ème} Fonds de développement européen. Sur ces deux points essentiels, nous avons fourni des informations et des analyses rapides et détaillées aux acteurs ACP, leur donnant ainsi la possibilité de tenter d'infléchir ces processus politiques européens.



Journées européennes du développement 2012
Bruxelles, Belgique, 16 octobre 2012
Cérémonie d'ouverture
Andries Piebalgs (à droite)
Commissaire européen chargé du développement



Les 27 États membres de l'Union européenne ont souvent du mal à parler d'une même voix, ce qui restreint leur influence dans les affaires du monde. Compte tenu du poids croissant des économies émergentes, l'équilibre du pouvoir économique et politique est rompu. Cet état de choses, et les défis permanents du développement exigent une action décisive de la part de l'UE, si celle-ci entend garder son statut d'acteur clé dans les relations internationales.



Andrew Sherriff

Responsable du Programme Action extérieure de l'Union Européenne

Principales réalisations en 2012

En collaboration avec l'Overseas Development Institute du Royaume-Uni (ODI) et le German Development Institute (GDI) d'Allemagne, nous avons réalisé le troisième Rapport européen sur le développement: "Affronter la rareté: Gérer l'eau, l'énergie et les terres pour une croissance inclusive et durable" (www.ecdpm.org/erd2012). Ce rapport a été publié en 2012, avant la conférence Rio+20.

Les ministères des Affaires étrangères d'Allemagne (BMZ) et des Pays-Bas (DGIS) ont commandé des études à l'ECDPM, sur deux questions de pointe, à savoir : (1) comment mesurer la cohérence des politiques de développement, et (2) comment financer le développement au-delà des critères actuels de l'aide. Dans les deux cas, l'ECDPM a été complimenté pour ses contributions critiques et novatrices, s'affranchissant des approches traditionnelles en la matière.

L'ECDPM a piloté et présenté la première évaluation thématique de la visibilité de

l'action extérieure de l'UE. Ses résultats ont souligné l'importance des stratégies politiques et de la communication de résultats.

L'ECDPM fut parmi les premiers à commenter la prochaine évaluation officielle du SEAE (www.ecdpm.org/bn44).

Lors des journées européennes du développement, l'ECDPM a organisé deux événements, en collaboration avec nos partenaires du European Think Tank Group. Le premier était une discussion d'experts sur l'inégalité, à laquelle ont participé notamment les présidents du Malawi et du Benin, le Commissaire européen pour le développement et le Secrétaire général du groupe ACP. Le second était le petit-déjeuner "Change makers breakfast" pendant lequel des représentants de haut niveau ont débattu de l'avenir de la coopération au développement européenne.



Rapport européen sur le développement: Affronter la rareté: "Gérer l'eau, l'énergie et les terres pour une croissance inclusive et durable"



ECDPM Briefing Note no. 44: "Gearing up for the 2013 EEAS Review Opportunities, challenges, and possible approaches"

SEAE ET DEVCO

Favoriser des approches globales en matière de conflits, de sécurité et de résilience

L'approche des conflits et de la fragilité a beaucoup évolué. On admet de plus en plus la nécessité de conjuguer plus étroitement les secours humanitaires d'urgence et le maintien de la sécurité, avec le maintien de la paix à long terme, le développement et l'établissement d'institutions efficaces. Toutefois, les implications opérationnelles et organisationnelles de telles approches globales continuent à poser problème. Pour trouver des réponses plus adéquates, il conviendrait peut-être de s'orienter à la fois vers de nouveaux modèles de gouvernance, et de nouvelles modalités de coopération internationale.

12

Le nouveau programme de l'ECDPM « conflits, sécurité et résilience » vise à soutenir et renforcer les réponses intégrées, favorables au développement, et cohérentes, qu'apporte l'Europe dans des situations délicates et dynamiques. Notre action a pour but de renforcer les dynamiques présentes en Afrique, à l'échelon du continent et des régions, afin de fournir à l'UE une plateforme. Nous avons également fait la synthèse des connaissances disponibles en matière de transition de l'état de conflit à l'assistance humanitaire et à l'appui au développement. En 2012, nous avons développé nos activités selon trois axes :

- La capacité politique et institutionnelle de l'UE à faire face en matière de conflits, de sécurité et de résilience
- Le soutien apporté aux institutions et processus politiques en Afrique, et le dialogue politique UE-Afrique
- Les relations État-société et la résilience sociétale.

L'ECDPM a apporté des données empiriques, des idées et des conseils, dans la perspective d'un programme européen plus intégré et progressiste en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Nous avons aidé la Commission européenne et le SEAE à mettre en place un cadre d'analyse des conflits, à l'échelon des institutions européennes, sous la forme de contributions à de nouvelles méthodologies, et de formations pour des responsables européens. Le Centre a également contribué à affiner la mise au point par l'Union européenne d'un système d'alerte précoce en cas de conflit, en participant au suivi des systèmes en cours d'élaboration et actuellement en phase pilote.

Les analyses de l'ECDPM ont alimenté de nombreuses initiatives internationales sur les conflits et la fragilité. Le g7+, un groupe d'états fragiles qui se sont volontairement rassemblés, et le New deal, une initiative qui vise à créer un nouveau partenariat avec les états fragiles et qui s'applique à

promouvoir l'appropriation par le pays. Nous avons continué à faire fructifier nos partenariats bien établis avec des institutions en Afrique et des acteurs non gouvernementaux, pour promouvoir la prévention des conflits et la sécurité. L'ECDPM fut l'une des rares organisations non africaines invitée à participer à la retraite des médiateurs africains de haut niveau en Égypte. Cette occasion fut propice à la recherche de synergies entre le New Deal, l'Union Européenne et les engagements conçus en Afrique.

L'une des idées directrices qui sous-tend notre action est de tenter de mettre en évidence les dynamiques de la résilience sociétale dans des environnements fragiles. Notre analyse s'est efforcée de recadrer les concepts de fragilité et de résilience, dans les cadres décisionnels en vigueur, pour mettre en évidence les liens entre la gestion des risques de catastrophe, les secours d'urgence, la sécurité alimentaire et la reconstruction après conflit. Cette démarche s'appuyait sur des analyses de terrain empiriques et des échanges avec des parties prenantes en Afrique, notamment en rapport avec la 'Drought Resilience Initiative' dans la Corne de l'Afrique.



Union africaine 2012, retraite de haut niveau, 5-6 novembre 2012

Principales réalisations en 2012

La transition pour sortir de la fragilité a fait l'objet de nombreux documents de programme et d'articles sur le blog *Talking points*. L'ECDPM a répondu aux documents d'orientation de l'Union européenne, y compris à la communication de la Commission sur la résilience, et il a participé à la discussion au Parlement européen sur le lien entre secours, réhabilitation et développement. Il a également produit un document important sur l'appui à apporter aux dynamiques sociétales constructives dans les états fragiles et confrontés à des conflits (www.ecdpm.org/dp135).

Des agences de premier plan d'Afrique et de l'Union européenne ont fait appel à l'ECDPM pour ses analyses et éclairages sur les questions de conflits et de fragilité.

Nous avons formé des fonctionnaires du SEAE à l'analyse de sensibilité aux conflits, et à l'élaboration de programmes sur la prévention des conflits, en nous appuyant sur une série d'observations factuelles et de fiches de synthèse. Nous avons conseillé la *Mediation support unit* du SEAE et co-facilité un atelier réunissant l'UE et la société civile, sur l'analyse des conflits dans le Nord du Nigeria. Nous avons également

suivi l'élaboration d'un système d'alerte précoce des conflits pour l'UE.

Notre note d'information *First among equals* a formulé des recommandations sur les instruments européens pour la stabilité, la prévention des conflits et la consolidation de la paix, à la lumière des contraintes financières actuelles (www.ecdpm.org/bn39).

Nous avons recherché des pistes susceptibles d'accroître les synergies entre des processus pilotés de façon externe, tel le *New Deal*, et des initiatives régionales en Afrique, comme le Programme pour la reconstruction après conflit et le développement de l'Union africaine.

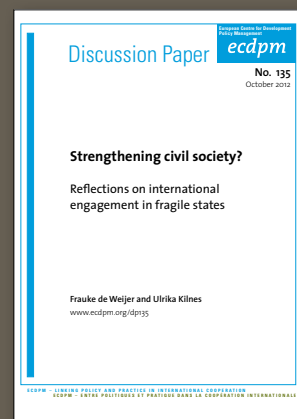
Le Centre a réalisé une étude pour le ministère allemand du développement, sur la façon dont le soutien de la responsabilité nationale peut être opérationnalisée dans différents contextes nationaux, y compris les Etats fragiles.



La prévention des conflits, la construction de la paix et la promotion de la résilience sociétale dans les environnements fragiles sont des objectifs essentiels de la communauté internationale. Mais à ce jour, les réponses apportées sont insuffisantes. La mise en place de stratégies d'ensemble plus intégrées pourrait déboucher sur de nouveaux modes de coopération internationale qui feraient de la paix une préoccupation commune – un bien public mondial.

Volker Hauck

Responsable du Programme Conflit, sécurité et résilience



ECDPM's Discussion Paper no. 135: "Strengthening civil society? Reflections on international engagement in fragile states."



ECDPM's Briefing Note no. 39: "1st Among Equals? The Instrument for Stability and Conflict Prevention & Peacebuilding in the EU's new financial perspective"

Promouvoir la gouvernance économique pour une croissance transformatrice

Pendant longtemps, l'Europe a été le principal partenaire de l'Afrique en matière de commerce, d'investissements et d'aide au développement. Or, le paysage africain est en pleine évolution. Alors que les pays d'Europe sont en pleine crise financière, l'afro-pessimisme, qui fut longtemps de mise, a fait place à l'optimisme chez les Africains et les acteurs internationaux, en particulier dans les économies émergentes. Mais l'Afrique reste confrontée à des difficultés majeures. Celles-ci vont de la pauvreté endémique à la faiblesse institutionnelle et économique, et aux disparités criantes en termes de richesses, au sein d'un même pays, et entre pays. Pour déployer tout son potentiel, l'Afrique devra améliorer sa gouvernance économique et la responsabilisation à tous les niveaux, ce qui contribuera à créer les conditions propices à la mobilisation des ressources nationales, et à la création des emplois nécessaires pour générer un développement équitable et durable.

14

En 2012, l'équipe de Gouvernance économique de l'ECDPM a étudié les facteurs institutionnels, politiques et sociaux qui sous-tendent la transformation économique viable, en mettant l'accent sur trois domaines thématiques :

- Le rôle du secteur privé dans le développement
- La mobilisation des ressources nationales
- La gestion des ressources minières.

Nous avons tout particulièrement examiné les liens entre les agents principaux du changement et les cadres de gouvernance internationaux, comme le Consensus de Séoul sur le développement et la croissance partagée du G20, le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement et le Programme pour le changement de l'UE.

Certains de ces éléments relevant de nouveaux domaines d'étude pour l'ECDPM, nous avons investi dans le développement réseaux et exploité les débats de politique naissants. Notre réputation bien établie et notre approche spécifique en économie politique nous ont permis, à l'occasion de différents débats, d'associer de nouveaux partenaires et de faire entendre de nouvelles idées. Ces perspectives innovantes ont suscité un intérêt considérable de la part des organisations de la société civile, des bailleurs de fonds et de certains partenaires non traditionnels, y compris les réseaux de savoir du secteur privé. Notre engagement a débouché sur une nouvelle collaboration avec USAID, l'agence des États-Unis pour le développement, en vue d'étendre nos activités de recherche et de dialogue.

Avec nos partenaires, nous avons entamé une réflexion sur la façon de stimuler la mobilisation des ressources nationales, et le financement novateur en Afrique, s'agissant tout particulièrement de projets transfrontaliers, et d'initiatives

d'intégration régionale. Ce programme, de très grande ampleur, englobe la politique fiscale, de même que la nécessité d'équilibrer développement du secteur privé et revenus, compte tenu de la diminution de l'aide. Mais il fait également recours à des sources de revenus innovantes pour soutenir le développement. Nos analyses ont suscité des demandes de suivi pour faciliter les échanges informels chez les bailleurs de fonds internationaux, en quête de mécanismes de financement novateurs, notamment, dans l'optique de projets d'intégration régionale.

2012 a été l'année de la gouvernance des industries minières et autres formes d'extraction. En Afrique, le secteur minier est le deuxième plus important moteur économique après l'agriculture. Pourtant, rares sont les pays qui sont parvenus à concrétiser l'aubaine des prix élevés des matières premières en résultats de développement tangibles. L'ECDPM a contribué à la Vision minière pour l'Afrique, une initiative de l'Union africaine et d'institutions africaines régionales. Dans le prolongement de la rencontre avec les industries minières, organisée par le Centre, à Bruxelles en 2011 afin de discuter de la mise en œuvre des Directives européennes comptables et sur la transparence (qui prescrivent aux entreprises de publier leurs dépenses au niveau du pays ou d'un projet donné), nous avons continué à participer aux échanges internationaux sur la transparence, à la fois en Europe et en Afrique. Nous avons également continué à explorer des pistes en vue d'améliorer les synergies au sein du secteur minier, et avec d'autres secteurs essentiels de l'économie.

Dans le cadre de ses activités de recherche et de dialogue, le Centre s'est aussi activement intéressé à l'impact d'acteurs émergents, dont la Chine, sur les relations de l'Afrique avec ses partenaires traditionnels.



De nombreux pays d'Afrique ont entrepris de réformer leur politique économique afin de renforcer leurs économies et leurs institutions. Ces réformes permettent d'engendrer de nouvelles dynamiques au service de la transformation économique. L'exploitation des ressources naturelles peut promouvoir l'industrialisation et le développement des infrastructures. L'amélioration des finances publiques, du système fiscal et du climat entrepreneurial sont propices à la croissance inclusive et à la création d'emplois.



San Bilal

Responsable du Programme Gouvernance économique

Principales réalisations en 2012

Les analyses de l'ECDPM ont aidé à éclairer les différentes approches permettant d'identifier et de travailler avec des partenaires du secteur privé. Signalons notre document de réflexion fort apprécié *Common or conflicting interest?* (www.ecdpm.org/dp131).

Notre document *From curse to purse : making extractive resources work for development* (www.ecdpm.org/dp136) a marqué une contribution majeure au huitième Forum pour le développement de l'Afrique. En conséquence, plusieurs médias internationaux ont repris nos idées. Cette analyse a aussi contribué à la

Vision minière pour l'Afrique, au travers d'un processus piloté par l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Banque africaine de développement.

Nous avons pris part au dialogue du Panel ACP, pour établir une feuille de route prévoyant de mettre en œuvre un plan d'action pour le développement du secteur minier. La contribution de l'ECDPM a souligné la nécessité de rechercher des synergies entre les mécanismes de financement existants afin de garantir le financement adéquat des projets envisagés.

Le Conseil mondial de l'or (WGC) nous a approché pour faciliter des échanges bien informés au sujet du Gold Standard sans conflit.

L'ECDPM a lancé un nouveau magazine bimensuel, *Great insights* (www.ecdpm.org/great) traitant des questions de transformation économique et de gouvernance, et intéressant l'Afrique et l'Europe. Signalons parmi les contributeurs éminents, le président Guebuza du Mozambique et le commissaire européen Piebalgs.



ECDPM's Discussion Paper no. 136
"From Curse to Purse: Making Extractive Resources Work for Development"



ECDPM's GREAT Insights, December 2012 issue



Entretien exclusif avec le président Guebuza du Mozambique

Stimuler le commerce et l'intégration régionale pour une croissance inclusive

La crise économique mondiale qui perdure a considérablement retardé l'avènement d'un système commercial davantage favorable au développement. De nombreux pays se sont repliés sur leurs propres intérêts bilatéraux, certains même préconisent ouvertement des politiques plus protectionnistes. Force est de constater que le processus préparatoire à l'accord de partenariat économique (APE) entre l'UE et les pays ACP connaît un net essoufflement. Les négociations interminables ont contribué à entamer la confiance entre les partenaires. Dans ces conditions, on ne peut que réaffirmer l'importance de la coopération commerciale à l'échelon régional pour forger des intérêts communs et rétablir la confiance. L'intégration véritable requiert une action coordonnée dans les pays et dans les régions, afin d'accroître les capacités de production et de stimuler les flux commerciaux et d'investissement. Pourtant, pour contribuer à une croissance inclusive, les politiques commerciales régionales doivent aussi converger avec les objectifs de développement.

16

En 2012, l'ECDPM a continué à stimuler des approches et des coalitions nouvelles, en quête de nouvelles démarches d'intégration économique et commerciale favorables à la croissance. Nos analyses des préférences commerciales et des questions d'intégration ont facilité et servi d'éléments de discussion entre décideurs, secteur privé et acteurs de la société civile. Nous avons développé notre action selon trois axes :

- Politique commerciale
- Intégration régionale
- Aide au commerce.

Les leaders africains ont approuvé les projets d'accord de libre-échange (ALE) à l'horizon 2017. Il s'agit d'une initiative pan-africaine appuyée sur deux actions d'intégration sous-régionale, en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Ce sont, respectivement, l'union douanière formée par la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest), et les accords de libre-échange tripartites entre la East African community (EAC), la Southern African development community (SADC) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Même si les progrès sont lents et si la plupart des échéances semblent difficilement accessibles, une impulsion se dessine réellement vers une véritable intégration en Afrique. Cependant, on peut s'interroger si la mise en place d'un ALE à l'échelon du continent, dans les cinq années à venir, est réaliste.

Au cours de l'année, l'ECDPM a intensifié sa collaboration avec les communautés économiques régionales (REC) et la Commission de l'Union africaine. Le Centre a stimulé les liens entre ces partenaires et d'autres sources d'expertise, dont la Banque mondiale, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, et des laboratoires de réflexion internationaux et africains. Nous avons également lancé un projet sur les dynamiques d'intégration régionale et les moteurs de changement.

Compte tenu de l'impasse des négociations à l'Organisation mondiale du commerce, l'ECDPM a concentré ses efforts sur la stratégie commerciale, les régimes de préférences et les négociations dans le cadre de l'UE. Nous avons fourni des éléments d'information et facilité des échanges pour redynamiser les négociations ALE, tout en contribuant à la nouvelle stratégie de l'Union européenne Commerce, croissance et développement, et à la réforme de son Système de préférences généralisées (SPG).

La problématique du lien entre commerce et développement a continué à retenir notre attention, et ce, sous trois aspects. Le premier, développé dans notre document de réflexion Rethinking aid for trade, introduit de nouvelles recherches sur les innovations en matière de financement du développement, et la façon de tirer partie des ressources de l'aide au commerce au moyen d'investissements privés. Le second a exploré des pistes permettant de lier le débat sur l'aide au commerce avec l'appui au développement rural, par la mise en place de mécanismes comme une chaîne de valeur et la facilitation du commerce des produits agricoles. Tout cela s'inscrit dans la continuité de nos travaux précédents sur les marchés agricoles régionaux et la sécurité alimentaire. Le troisième a consisté à dresser un inventaire des liens entre l'aide au commerce et le développement, surtout à l'échelon régional.



OMC, Genève, « Négociations APE : 10 ans, c'est assez ? » 28 septembre 2012

Panel : Obadijah Mailafia, chef de cabinet Secrétariat ACP ; Remco Vahl, chef adjoint d'unité, DG Commerce ; Peter Lunenborg, Centre Sud ; Rangariri Machemedze, SEATINI, Zimbabwe ; Marc Maes, 11.11.11, Belgique ; facilitateur : Kathleen van Hove, ECDPM.

Principales réalisations en 2012

Nous avons fourni des analyses et des conseils non partisans pour tenter de débloquer les négociations APE, qui entrent dans leur dixième année. La publication *GREAT Insights* a publié des numéros spéciaux sur les thèmes : commerce et développement, commerce et droits humains, et dimensions de l'intégration régionale. Ils ont été régulièrement cités comme les sources d'information les plus fiables et les plus exhaustives sur le processus APE.

L'ECDPM a présenté son analyse de l'état des négociations APE et des pistes éventuelles en vue de rencontres de coordination de l'Union africaine à Kigali, et au Rwanda, et de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE à Bruxelles.

Nous avons participé au réseau *Friends of EPA's* constitué d'États membres de l'UE, et facilité un débat entre ONG européennes autour de la question *10 ans, c'est assez?*

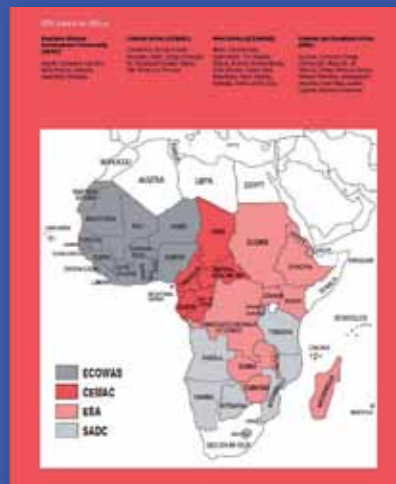
En collaboration avec l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA), nous avons réalisé une étude exploratoire sur l'économie politique de l'intégration régionale en Afrique australe, mobilisant des acteurs régionaux pour inventorier des situations

concrètes où la coopération régionale a impacté positivement la vie des citoyens et les entreprises locales.

En collaboration avec le secrétariat du COMESA, nous avons passé en revue les performances de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, en ce qui concerne la mise en œuvre du programme d'aide au commerce et certains des enjeux futurs. En conséquence, l'ECDPM a été invité à fournir son appui pour un travail analogue pour l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Afrique australe (SADC).



ECDPM's *GREAT Insights*, November 2012 issue



La région APE (infographie d'une brochure CEDEAO)



Brochure CEDEAO, Comprendre l'APE Afrique de l'Ouest-Union européenne



L'intégration régionale peut stimuler les capacités de production, les flux commerciaux et l'investissement. Mais pour ce faire, elle ne peut se limiter à des arrangements institutionnels. L'intégration régionale doit englober l'intégration physique, la coordination des politiques et la mise en commun des ressources.

Kathleen van Hove

Programme Manager 'Commerce et intégration régionale'



Soutenir les dynamiques sociales du changement au service de la démocratie et de la gouvernance en Afrique

En Afrique comme ailleurs, les institutions publiques bataillent pour concrétiser la demande sociétale de changement en actions tangibles de promotion de la démocratie, des droits humains et du développement inclusif. Cela n'est nulle part ailleurs mieux illustré qu'en Afrique du Nord, là où l'enthousiasme initial suscité par les révoltes du Printemps arabe a été vite tempéré par la prise de conscience que la construction de démocraties stables est une entreprise longue et complexe. En Afrique subsaharienne, les efforts visant à combler ce déficit de gouvernance se sont orientés de façon croissante vers les stratégies régionales de renforcement de la bonne gouvernance. Force est de constater toutefois que la route est longue, de l'intention à la réalisation.

18

En 2012, l'ECDPM a continué à appuyer les initiatives prometteuses menées par l'Afrique, notamment dans le domaine de la gouvernance au service du développement. Notre objectif est d'encourager les acteurs africains majeurs, institutionnels et non gouvernementaux, à s'approprier l'espace politique, dans le souci de garantir que les réformes en faveur de la gouvernance obéissent aux réalités et priorités africaines, plutôt qu'aux programmes des bailleurs. Nos activités se sont organisées selon trois axes connexes :

- capacités des acteurs institutionnels africains à mettre en œuvre leur programme politique
- dynamiques au service de la gouvernance locale, notamment en Afrique du Nord
- dialogue entre les acteurs politiques d'Afrique et ceux de l'Union européenne pour garantir la cohérence de leurs approches en matière de réforme au service de la gouvernance.

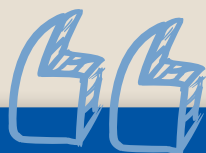
Dans la logique du premier point, nous avons assuré un suivi et apporté un appui ponctuel, pour consolider l'architecture de gouvernance africaine. Parallèlement, nous avons contribué au lancement d'un cadre de suivi prometteur, sur la conformité aux normes de bonne gouvernance en Afrique. Nous avons continué à nous intéresser à plusieurs questions importantes pour le renforcement de l'intégration sur ce continent. Les efforts déployés pour mobiliser des sources internes de financement pour l'Union africaine reste très certainement la question la plus cruciale.

L'ECDPM a continué d'étendre sa couverture géographique en Afrique du Nord, s'intéressant aux implications des demandes populaires en matière de réforme démocratique. En collaboration avec des partenaires locaux, nous nous sommes engagés dans une analyse approfondie de la dynamique des acteurs et du rôle des partenaires externes dans le soutien

aux réformes. Avec l'Institut international pour l'assistance et la démocratie électorale (IDEA), notre équipe a entrepris une étude et entamé des échanges exploratoires du point de vue de l'économie politique des réformes en Afrique du Nord. Initialement centré sur l'Égypte, puis sur le Maroc et la Tunisie, ce travail a permis à l'ECDPM de tirer des leçons applicables à ses recherches sur l'Afrique subsaharienne. Cet ensemble de travaux est particulièrement important pour les efforts déployés par l'ECDPM dans la perspective d'associer processus nationaux et soutien apporté par l'UE et d'autres partenaires internationaux.

Le programme a continué à faciliter la réflexion sur l'avenir de la Stratégie conjointe Afrique-UE, en abordant la question inévitable du financement, véritable pierre d'achoppement dès le lancement de cette stratégie ambitieuse en 2007. Nous avons collaboré avec des institutions et des États d'Afrique et d'Europe, apportant matière à réflexion sur le Programme pan-africain envisagé, une enveloppe financière destinée à appuyer cette stratégie. Nous avons également échangé avec des acteurs de la société civile sur l'orientation stratégique du partenariat entre l'Afrique et l'Union européenne.





Jamais depuis son indépendance, l'Afrique n'a eu davantage l'opportunité de choisir et de travailler avec autant de partenaires pour atteindre ses propres objectifs. Simultanément, l'Afrique jauge ses différents partenariats en faisant preuve d'esprit critique, de pragmatisme et de sens des affaires. Elle cherche à établir des partenariats capables de produire des résultats concrets et adéquats.



Faten Aggad-Clerx

Programme Manager 'Dynamique du changement en Afrique'

Principales réalisations en 2012

Adoptant une nouvelle ligne thématique, le programme s'est intéressé à la dynamique politique et socio-économique des réformes politiques en Afrique du Nord (initialement en Égypte, puis au Maroc et en Tunisie). Suite à ce travail, nous avons été invités à participer à différentes discussions sur le Fonds européen pour la démocratie, mis en place par l'UE pour soutenir des acteurs politiques dans le voisinage européen.

Notre participation à une évaluation interne de la Banque africaine de développement a donné l'opportunité

d'observer les efforts engagés en faveur du renforcement des capacités institutionnelles au service de la réforme de la gouvernance.

Le Centre a continué à suivre les avancées en matière d'intégration régionale, en particulier les efforts entrepris pour mobiliser des ressources intérieures en faveur de l'action de l'Union africaine.

L'ECDPM a participé à plusieurs forums débattant de la nouvelle dynamique du continent africain, notamment l'assemblée annuelle de la Fondation

Mo Ibrahim, consacrée à la jeunesse et au développement en Afrique, et une conférence sur les tendances en matière de gouvernance en Afrique, organisée par la Commission de l'Union africaine et l'Institut africain pour la gouvernance.

Dans la continuité de nos relations étroites avec l'Union européenne et l'Afrique, nous avons développé des liens informels, afin de faire converger les différents axes du débat sur l'avenir de la Stratégie conjointe Afrique-UE et du Programme pan-africain, l'instrument financier dédié à cette stratégie.

19

À gauche : notre visite à la NEPAD Planning and coordination agency, à Midrand (Afrique du Sud), en 2012.

De gauche à droite : Ibrahim A. Mayaki, Davina Makhani, Paul Engel, Martin Bwalya, Francesco Rampa et Faten Aggad.
À droite : forum annuel de la Fondation Mo Ibrahim « La jeunesse africaine : réaliser le potentiel », Dakar, 11 novembre 2012.



Renforcer la sécurité alimentaire par l'amélioration des marchés et la coopération régionale

L'insécurité alimentaire affecte approximativement 1 milliard de personnes dans le monde. À cet égard, l'Afrique plus particulièrement, représente à la fois une menace et une opportunité. Le continent est importateur net de produits alimentaires et ne peut pour le moment nourrir sa propre population. Certains estiment pourtant que le continent africain a le potentiel de devenir, un jour, un producteur alimentaire mondial de premier plan. Les gouvernements et les institutions régionales en Afrique, aidés en cela par une multitude d'acteurs du développement, s'emploient à combler ce fossé. Dans le même temps, la dynamique planétaire engendrée par le manque de terres arables dans d'autres régions du monde, draine les investissements étrangers vers le secteur agricole africain. En Afrique, pour l'essentiel, la production, le traitement et la commercialisation demeurent le fait de producteurs locaux et de petites et moyennes entreprises. Ceux-ci sont généralement mal équipés pour bénéficier pleinement de la croissance des marchés. Cette situation exige une politique claire, ciblant explicitement les entreprises et les capacités locales ainsi que les leaders politiques; une politique qui permettrait à l'Afrique de faire face à ses besoins alimentaires, tout en jetant les fondations d'un développement équitable.

20

Le programme de l'ECDPM soutient le volet politique de la problématique sécurité alimentaire. L'un des objectifs 2012 majeurs a consisté à développer des approches régionales dans ce domaine, en grande partie portées par le programme global de développement agricole de l'Afrique (CAADP). Le CAADP vise à améliorer la sécurité alimentaire, notamment, par le biais de politiques régionales resserrées et de plans d'investissements dirigés par des communautés économiques régionales d'Afrique.

Dans le prolongement des plans du CAADP, nous avons réalisé des analyses sur différents aspects des politiques de sécurité alimentaire régionales et des investissements connexes. L'ECDPM a facilité le dialogue sur la façon d'harmoniser les actions menées aux échelons continental, régional et national, et donne le moyen d'établir des synergies en faveur de la sécurité alimentaire, en rapprochant le commerce, les politiques et les programmes agricoles. Nous avons co-organisé des rencontres informelles dans plusieurs régions d'Afrique, afin de renforcer l'efficacité et l'intégration des processus du CAADP.

De plus, nous avons élargi notre appui aux partenaires internationaux du CAADP. Ainsi, nous avons aidé l'UE à adopter des orientations en matière de coopération propres à favoriser de façon cohérente et efficace la prospérité des marchés agricoles et la sécurité alimentaire.

L'importance stratégique des dimensions du CAADP et la liaison des différents secteurs ont été entérinées à haut niveau, à la fin de l'année avec la toute première conférence conjointe de l'Union africaine, réunissant des ministres de l'agriculture et des ministres du commerce. L'impact de l'engagement de l'ECDPM a aussi été illustré, en 2012, par la reprise de travaux préparatoires resserrés, en Afrique de l'Est et en

Afrique australe, par le COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), l'ECDPM apportant les informations de fond.

Mis à part le CAADP, l'ECDPM a appuyé des acteurs régionaux essentiels, comme la Commission de l'Union africaine, la Planning and coordination agency de NEPAD, des communautés économiques régionales (REC), et des organisations agricoles régionales. Les partenaires ont échangé sur la possibilité de remonter les partenariats privés pour la sécurité alimentaire à l'échelon régional, et sur la façon de faire en sorte que les corridors commerciaux prennent en compte les besoins des petits exploitants, et de faire évoluer les économies émergentes vers le développement d'une agriculture durable.

En entreprenant la plupart de ces activités au sein de partenariats avec des acteurs africains, nous avons renforcé leurs capacités, leur responsabilisation et leur poids dans les processus régionaux, augmentant par conséquent l'efficacité des politiques. Notre travail a également contribué à de nouveaux éclairages sur les questions mondiales qui occuperont probablement le devant de la scène dans un futur proche. Citons par exemple, la cohérence des politiques, dont l'importance croît quotidiennement, non seulement dans les pays européens, mais en Afrique et chez ses autres partenaires de développement.



Principales réalisations en 2012

Nous avons publié cinq documents de réflexion sur les processus CAADP engagés avec les acteurs suivants : COMESA (Afrique de l'Est et Afrique australe), CEDEAO (Afrique de l'Ouest), IGAD (Corne de l'Afrique), EAC (Afrique orientale) et SADC (Afrique australe). Nous y avons analysé les goulets d'étranglement et les opportunités pour les politiques et les investissements en matière de sécurité alimentaire, et les points de convergence avec d'autres domaines de coopération régionale (par exemple : commerce, gestion des infrastructures et des ressources naturelles).

En Afrique australe, nous avons entrepris une étude conjointe avec FARNPAN, sur le rôle des corridors régionaux, et comment ils permettraient de résoudre les contraintes liées à l'intégration des marchés et d'ouvrir des opportunités pour les agriculteurs locaux.

L'ECDPM et l'*Eastern Africa farmers federation* ont lancé une étude sur des services commerciaux et d'information, pour aider les fermiers à trouver des débouchés plus facilement sur les marchés régionaux. Une autre étude a porté sur le rôle et l'impact des économies émergentes, en matière

d'agriculture et de sécurité alimentaire en Afrique.

Nous avons analysé les options institutionnelles dans l'optique du suivi des effets de la Politique agricole commune de l'UE sur les pays en développement.

Pour dynamiser les feuilles de route resserrées du CAADP, nous avons effectué des présentations, et facilité des ateliers sur la participation des agriculteurs locaux dans l'élaboration des politiques, et leur mise en œuvre à l'échelon régional.

La participation de l'ECDPM à la toute première conférence conjointe de ministres de l'agriculture et de ministres du commerce de l'Union africaine a été un des temps forts de l'année écoulée. À cette occasion nous avons pu exposer certaines conclusions.

Nous avons appuyé l'Union africaine en établissant une plateforme de dialogue rassemblant des institutions régionales, la société civile, les agriculteurs et les partenaires du développement, afin de rapprocher les secteurs de la sécurité alimentaire, du commerce et des infrastructures.

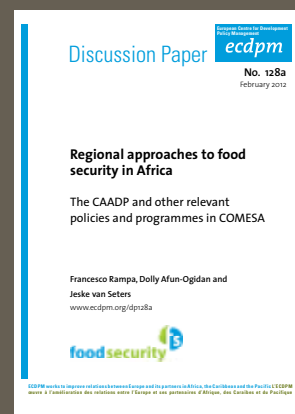


CAADP

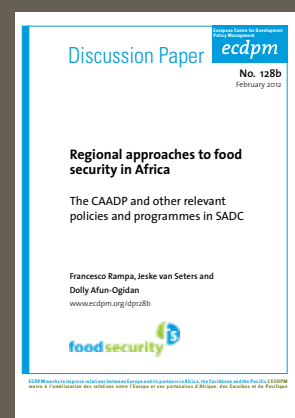


Le développement agricole durable est essentiel pour atteindre la sécurité alimentaire, tout particulièrement dans les pays où la majeure partie de la population dépend de l'agriculture. Il faudra intégrer les petits producteurs dans les marchés locaux et régionaux, car le commerce permet à ces agriculteurs de tirer profit de leur production. C'est ce qui fera de l'agriculture un moteur de génération de revenus et de croissance inclusive.

Francesco Rampa
Programme Manager 'Sécurité alimentaire'



ECDPM Discussion Paper no. 128a:
"Regional approaches to food security in Africa. The CAADP and other relevant policies and programmes in COMESA"



ECDPM Discussion Paper no. 128b:
"Regional approaches to food security in Africa. The CAADP and other relevant policies and programmes in SADC"

Gestion du savoir et des communications

Fort de l'expérience des années passées et des succès enregistrés, le Centre a adopté une stratégie de gestion du savoir et de la communication pour 2012-2016, afin de mieux intégrer quatre domaines :

- Communication vers l'extérieur
- Collaboration des savoirs
- Suivi et apprentissage organisationnel
- Utilisation novatrice des outils d'information et de communication.

Nous avons amélioré la communication vers l'extérieur, grâce à l'utilisation stratégique des technologies digitales, en travaillant avec des journalistes et des medias, et en procédant à l'amélioration de notre site Internet. L'objectif stratégique d'amélioration de la qualité des processus d'élaboration des politiques demeure au cœur de notre communication. Pour cette raison, nous avons constaté, en 2012, l'utilisation accrue de nos outils de communication, par des collègues et autres lectorats. En réaction, nous avons diffusé davantage de textes succincts et synthétiques sur les politiques. Le blog *Talking Points* et les médias sociaux, notamment, ont considérablement accru la visibilité de l'ECDPM.

Avec le lancement d'IMAKE, notre plateforme d'échange en matière de gestion de l'information et du savoir, nous nous sommes dotés d'une interface pratique pour connecter les quatre thèmes principaux qui nous occupent et renforcer les échanges de savoir, le travail en réseau et la formation.

IMAKE est une plateforme globale de gestion de l'information, de la communication et du savoir, hébergée dans le 'cloud'. Elle comprend un système de gestion des documents, une base de données pour le 'reporting', des espaces de travail individuel et collectif, des facilités d'impression à partir d'Internet, une base de données, et le site Internet.

Le projet IMAKE a aidé à réorienter notre gestion de l'information, en cherchant à résoudre les problèmes de stockage, de récupération de données, et de rationalisation de la production de documents. L'équipe IMAKE, grâce à son expertise en matière de communications et de TI, a rendu ce projet, en interne, synonyme de vision stratégique novatrice du monde digital, et de gestion réussie du changement, en réalisant véritablement la consolidation de la gestion du savoir et de la communication.

22



Financement de l'ECDPM

L'exercice financier 2012 a été satisfaisant. Un financement pluriannuel non affecté a permis au Centre de confirmer sa niche spécifique, en tant que laboratoire de réflexion et d'action respecté, et intermédiaire en matière de processus de décision complexes. Il nous a également permis d'investir dans le renforcement des capacités à long terme d'institutions de pays du Sud, afin qu'ils puissent mieux définir et défendre leurs propres agendas. La diminution de la dotation initiale du Centre, due encore une fois à la baisse record des taux d'intérêt, et la réduction de 12,5% appliquée par notre bailleur principal, les Pays-Bas, ont été compensées par d'autres sources de financement. Le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, a réitéré son soutien au Centre pour les quatre années à venir, jusqu'au 31 décembre 2016.

Le renouvellement d'accords conclus avec la Belgique et le Luxembourg a généré des augmentations de ressources. L'accord passé avec Irish Aid, la coopération au développement irlandaise, a également été renouvelé. En conséquence le Centre a pu maintenir le ratio crucial de 2:1 entre ressources de financement (fonds propres et institutionnels) non affectées et ressources partiellement affectées (programmes et projets). L'ECDPM

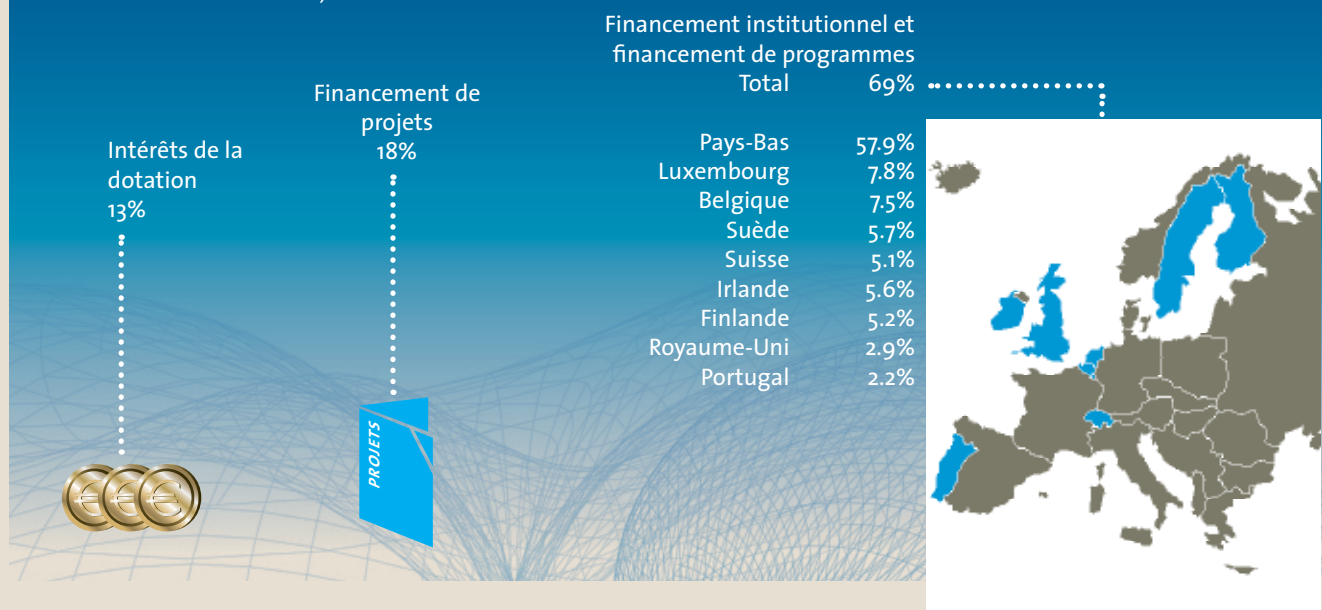
considère cet équilibre comme essentiel à son indépendance et à son caractère non partisan. Dans la période de crise financière actuelle, ces résultats remarquables soulignent l'importance que les États membres de l'UE accordent au Centre, celle d'un intermédiaire de la recherche et du savoir indépendant.

Une nouvelle stratégie va toujours de pair avec des opportunités et des défis. En 2012, nous avons entrepris un travail sur un certain nombre de nouveaux thèmes et élaboré de nouveaux programmes en 2012. Pour procéder aux ajustements nécessaires, le Centre a fait confiance à ses jeunes collaborateurs les plus prometteurs, en leur permettant de diriger et de gérer les nouveaux domaines, avec le soutien et l'expérience de collaborateurs plus expérimentés. Secondés par un programme de formation à l'échelle de tout le Centre, ces nouveaux managers ont mis au point des programmes ambitieux mais réalisables, drainant, le cas échéant, les financements de différents bailleurs. Leur réussite, qui est celle de tout le Centre, démontre s'il en faut, combien la qualité du travail de l'ECDPM est appréciée. Il en va donc de notre responsabilité, de relever le défi, et de continuer à travailler à ce niveau d'excellence.

23

LE FINANCEMENT DE L'ECDPM

FINANCEMENT TOTAL = 5,5 MILLIONS D'EUROS



Membres du personnel et conseil d'administration

Le conseil d'administration de l'ECDPM est composé de décideurs, de praticiens et de spécialistes réputés, originaires de pays ACP et d'États membres de l'UE. Il se réunit deux fois par an en assemblée plénière. Il désigne en son sein un comité exécutif et un comité des programmes. Pour en savoir plus sur les membres de notre conseil actuel, consultez: www.ecdpm.org/board

Au 31 décembre 2012, l'ECDPM comptait un effectif de 47 personnes, dont 26 femmes. Le Centre employait 18 personnes dans les équipes de programme et 11 juniors et assistants de recherche. 18 personnes, totalisant 16,6 équivalents plein temps, occupaient des fonctions d'appui dans les domaines : administration, technique de l'information et de la communication, publication et gestion des ressources humaines. Le Centre comptait des ressortissants de 20

nationalités différentes : algérienne, américaine, autrichienne, belge, britannique, canadienne, néerlandaise, éthiopienne, française, allemande, hongroise, italienne, mauricienne, mauritanienne, polonaise, portugaise, sud-africaine, espagnole, suédoise et helvétique.

Outre les effectifs réguliers, huit consultants associés et un chercheur boursier ont collaboré étroitement avec le Centre en 2012, sans en être des salariés. L'ECDPM a travaillé également avec un large réseau de consultants. Le Centre s'efforce d'offrir des opportunités professionnelles à de jeunes spécialistes, en provenance de pays ACP en particulier. En 2012, il a attribué quatre postes de stagiaires, sept postes d'assistants de recherche et quatre postes d'assistants de programme à des diplômés universitaires désireux de faire une expérience de travail dans un contexte particulièrement stimulant et international.



Notre Conseil d'administration et le Directeur

Membres du conseil d'administration de l'ECDPM

De gauche à droite:
Dr. M.J.A. van Putten
Directeur exécutif Global
Accountability BV.

Mr. R. Makoond
Directeur exécutif du JEC
(Joint Economic Council)

Prof. P.H. Katjavivi, MP
Chef du Parti SWAPO
Assemblée Nationale de
Namibie

Mr. J.T.A.M. Jeurissen
Ancien directeur
Gestion des actifs
fonds de pension BPMT

Mrs. N. Bema Kumi
Fondatrice et directrice
de l'institut des
pratiques diplomatiques
et des politiques de
développement (IDDP)

Dr. R.I. Gomes
Ambassadeur du Guyana
auprès de l'Union
européenne

Mr. D. Frisch
Ancien directeur général
au Développement,
Commission européenne

Mr. Paul Engel
Directeur
ECDPM

Absent de la photo:
Mrs. G. Kinnock
Membre de la Chambre
des Lords du
Royaume-Uni

Mr. A.J. de Geus
Membre du conseil de
direction, Bertelsmann
Stiftung

Prof. L. Wohlgemuth
Professeur invité, Centre
d'études africaines de
l'Université de Göteborg